

## Déposition de Childéric III - Histoire de France n°9.

**Numéro d'inventaire** : 1979.30835.7

**Auteur(s)** : Henri Lebrun

**Type de document** : couverture de cahier

**Éditeur** : Lebrun (H.) (Paris)

**Imprimeur** : Collombon et Brulé, Paris .

**Période de création** : 4e quart 19e siècle

**Date de création** : 1890 (vers)

**Inscriptions** :

- nom d'illustrateur inscrit : Anonyme

**Description** : Feuille de papier fin mauve et gravure n&b. Adhésif.

**Mesures** : hauteur : 310 mm ; largeur : 210 mm

**Notes** : Double exemplaire de la même couverture. "Collection Lebrun - Encyclopédie de l'enfance. Cours général des connaissances utiles." Recto: Le roi se fait raser la tête. Verso: texte signé H.L. : "Histoire de France. N°9. La Gaule sous la dynastie mérovingienne (n°6)". Autres couvertures de cette série (Histoire de France): voir n°4.3.02/ 1986. 1217 et 1236 et 79. 29982.

**Mots-clés** : Protège-cahiers, couvertures de cahiers

Histoire et mythologie

**Filière** : École primaire élémentaire

**Niveau** : non précisée

**Autres descriptions** : Langue : Français

Nombre de pages : 2

ill.

N° 9. — HISTOIRE DE FRANCE.

LA GAULE SOUS LA DYNASTIE MÉROVINGIENNE (N° 6).

Charles Martel n'avait pas transmis à ses fils, avec son héritage, le prestige attaché à son nom; mais, pour légitimer leur autorité nascente, Pépin et Carloman, frères aînés de Charlemagne, se firent proclamer rois sous le nom de Childéric III. Pour eux, se contentant du titre de Maîtres du palais, ils continuèrent à régner de fait, l'un en Neustrie, l'autre en Austrasie. Toutefois, malgré des idées et des sentiments de leur père, les deux frères restèrent unis, malgré la division de leurs États, et la breche ouverte avec succès à l'épiscopat, au Nord les Saxons et les Bavarois, au Sud les Arabes et les Aquitains. Carloman, fatigué du pouvoir après cinq ans de règne, abdiqua en faveur de son frère, pour se retirer au monastère de Mont-Cassin, en Italie. Pépin, surnommé le Bref, à cause de sa petite taille, devint ainsi le seul maître de la monarchie des Franks.

Lors de sa régence, il accepta et sans couronner, Pépin, qui était déjà consacré le clergé par la tradition aux temps des barons que leur avait eue Charles Martel, voulut mettre fin à cette fiction. En 751, il envoya un évêque à Rome et consulter le pape au sujet des questions relatives aux chefs des Franks, et qui portait le nom de roi mais pour en être de l'autorité royale. Le pape Zacharie, qui menaçait les papes successeurs de Léon III, répondit avec une telle autorité, et il se fit de « mander au peuple des Franks, par l'autorité de l'apôtre saint Pierre, que Pépin, qui possédait la puissance royale, devait pour ainsi dire, pour ainsi dire, à la royauté. » Fort de cette approbation, Pépin convoqua à Saumur une assemblée nationale des évêques et des laïques. Là, à l'exception de toute la France, il fut élevé sur le trône, lui et la reine Bertrade, et il fut couronné roi, « fut déposé, tomba et relevé dans un monastère ».

Telle fut l'origine de la royauté des Mérovingiens.

LA SOCIÉTÉ SOUS LES MÉROVINGIENS.

ROYAUME. — Lorsque les Franks s'établirent dans la Gaule, ils y apportèrent les institutions et les coutumes germaniques. La royauté frappe d'abord à la fois l'armée et le territoire. L'autorité des rois était essentiellement militaire, et le pouvoir législatif appartenait à la nation entière, qui se réunissait, chaque année, au mois de mai ou de juin, d'où ces coutumes ont reçu le nom d'assemblées du Champ de mai ou du Champ de mai.

LES BARONS. — Ce fut sous Childéric, pour le premier fois, fut fait un usage de collation des terres aux Franks. L'autorité des rois était essentiellement militaire, et le pouvoir législatif appartenait à la nation entière, qui se réunissait, chaque année, au mois de mai ou de juin, d'où ces coutumes ont reçu le nom d'assemblées du Champ de mai ou du Champ de mai.

Le droit civil ne comprenait qu'un petit nombre d'articles, dont le plus important était que les terres ne pouvaient être données que par le roi. Cette disposition fut étendue plus tard à la succession royale. Le droit pénal occupait le premier rang dans ce code.

Il différait essentiellement de la loi romaine en ce sens, que celui-ci s'appliquait pour ainsi dire à l'individu et à l'individu, tout crime en effet, quelque grave qu'il fût, pouvait être racheté par une amende ou composition, dont le tarif variait selon la condition et la nationalité de la personne, et selon l'importance du dommage. À défaut de paiement, les parents de la victime avaient le droit de poursuivre le coupable jusqu'à complète satisfaction. Cette coutume donna lieu à des idées, auxquelles le droit d'indemnité vint porter remède. Quelquefois cherchait un refuge dans un monastère, on s'efforçait de racheter les terres à l'abri de toute atteinte. Mais ce droit d'asile n'avait en aucune façon l'importance du coupable; il le protégeait seulement contre les vengeances personnelles, et obligeait le demandeur à recourir aux moyens légaux. Il n'était nullement l'acte de la justice, que le clergé fut tenu de défendre au juge de saisir celui à qui il avait accordé asile et protection.

D'autres lois réglaient les divers rapports concernant la monarchie franque. La loi des Ripuaires, édictée sous le règne de Théodoric, roi de Metz, où la royauté, l'épiscopat et l'Église (sous l'égide de quelques dispositions); la loi Gombette ou loi Bourguignonne, qui donna que celle des Franks, ou l'Édit de Rome (souvent le loi des Visigoths, les Romains d'où l'Édit de Rome avait été tiré par eux).

PROPRIÉTÉ. — Elle avait pour base le partage du sol après la conquête. Les terres, tout d'abord, étaient en pleine ou terres libres, baronies et terres censives ou imposables.

Les efforts (et ad, sous propriété) sont les terres féodales aux chefs après le partage par le roi du sort; elles sont dites de terre royale.

Les barons, plus tard, avaient des terres (les terres de fief) qui étaient des terres de fief, dont les propriétaires, d'abord à leur profit et à leur profit, à leur profit, ont été attachés à l'obligation du service militaire envers le seigneur, qui doit en échange sa protection et son aide. Les barons ont les terres de fief.

Les terres censives ou tributaires sont les terres féodales que les seigneurs, recevant une redevance, ont attachées à l'obligation du service militaire envers le seigneur.

Les terres censives ou tributaires sont les terres féodales que les seigneurs, recevant une redevance, ont attachées à l'obligation du service militaire envers le seigneur.

Les terres censives ou tributaires sont les terres féodales que les seigneurs, recevant une redevance, ont attachées à l'obligation du service militaire envers le seigneur.

Les terres censives ou tributaires sont les terres féodales que les seigneurs, recevant une redevance, ont attachées à l'obligation du service militaire envers le seigneur.

Les terres censives ou tributaires sont les terres féodales que les seigneurs, recevant une redevance, ont attachées à l'obligation du service militaire envers le seigneur.

ENCYCLOPÉDIE DE L'ENFANCE  
DANS CHACUN DES DEUX VOLUMES  
CAHIER 4



Déposition de Childéric III.

Paris. — Typ. Gauthier et Fils, 11, rue de l'École. — H. Lesclapart, éditeur, 11, rue de la Harpe.

Cherchez les Éditions.

Cherchez les Éditions.